

Terre !

Dominique Potier

Député de Meurthe-et-Moselle, président d'Esprit civique

« J'attache de la valeur à savoir où est le nord dans une pièce. »
Erri de Luca

Terre ! Le mot a plein de sens : la matière, la parcelle, la planète... Il est aussi le cri du marin en haut de la vigie. Et le territoire ? De quelle bonne nouvelle ce mot est-il aujourd'hui le nom ? Quelle promesse porte aujourd'hui cet espace habité par le temps : cultivé, aménagé, développé, imaginé, méprisé, idéalisé ? Bruno Latour, dans *Comment atterrir ?*, affirme que le territoire est le lieu de l'attachement. Exprimer « ce à quoi nous tenons » comme une sortie de secours. Le contraire de l'invisibilité : un récit personnel et citoyen de ce qui nous relie aux autres et à la nature. Autre paradigme, celui de Régis Debray dans son *Éloge des frontières* : « une limite hospitalière garante de la diversité du monde ». Une diversité comprise sur deux plans : celle qui différencie les communautés entre elles et celle de l'altérité vécue au sein de chacune d'entre elles. Contre l'assignation à résidence et la tentation du hors-sol, le territoire comme une parcelle commune de la *res publica*.

Croiser ces regards nous invite à penser le territoire simultanément comme cadre et comme creuset. Le cadre idéal de mise en œuvre d'un projet politique, le creuset d'innovations et de coopérations qui le dépasse et le refonde. Le territoire a pu être un temps instrumentalisé au bénéfice de la grande compétition globale, ou *a contrario* le lieu de l'alternative, d'une sortie du monde.

Il me semble que ces ressorts sont épuisés ou du moins laissent partout un goût d'inachevé. J'ai passé une bonne partie de ma vie à chercher et parfois trouver avec d'autres des solutions en termes de périmètres, de calendrier ou de compétences. Rien de tout cela ne fut vain, mais je forme l'hypothèse que nous sommes à un de ces moments de l'histoire où la question du sens devient une question pratique, vitale.

Bascule du temps présent. Notre génération est marquée par la fragilité de notre humanité aux deux sens du terme, celle de la personne et celle de la planète. Elle a une conscience aiguë de notre interdépendance avec le vivant et avec le monde. Les enjeux internationaux et écologiques sont plus que jamais des sujets de politique intérieure et travaillent en profondeur chacun de nos territoires de vie. Dans ce *kairos*, l'absolutisation du territoire comme le relativisme dont il fait parfois l'objet me semble deux impasses. De Cerisy-la-Salle à Cluny, j'emprunte à l'Université populaire d'Esprit civique l'esquisse d'une boussole ou plutôt d'une rose des vents politiques en vue de tracer une nouvelle voie.

Le nord indiquerait « l'égalité de dignité de la personne » et le sud « notre maison commune ». Cet axe vertical serait croisé par une dynamique horizontale. À l'est « la mondialité » qui, à l'inverse des violences propres à la mondialisation, dessinerait une civilité fondée sur le principe de loyauté. À l'ouest, « l'individuation », un concept cher à Cynthia Fleury qu'elle oppose à l'individualisme : une vision de la personne « avec et pour les autres, en quête du bien commun ». L'enjeu, on le devine, est ici d'engager un double mouvement. Le premier est celui de faire émerger une nouvelle culture civique pour « refaire société ». Le second mouvement est ce que Mireille Delmas-Marty décrit comme le passage d'une souveraineté solitaire à une souveraineté solidaire.

Une telle boussole éthique permet de mettre nos choix en perspective ou du moins de prendre la mesure de ce que nous pouvons nommer une action juste au sens de la « vie bonne », qu'elle soit entrepreneuriale, sociétale, ou ici territoriale. La communauté locale

devient ainsi garante d'un bout du commun universel et de la capabilité de chacun des citoyens qui la constitue.

Et dans le quotidien de nos territoires, quel changement de paradigme ? La première révolution, me semble-t-il, est celle du verbe. S'affranchir d'une langue morte ici technocratique, là publicitaire pour retrouver un langage commun, un récit générateur de vie. L'âme d'un pays doit résonner dans un « nous » inclusif, polyphonique, symbolique et prospectif, antidote à la puissance normative marchande et au folklore tragique des passions identitaires. Deux exemples me viennent à l'esprit, deux récits en devenir au sein d'une petite communauté de communes rurales entre la métropole du Grand Nancy et le piémont vosgien.

Dans une région fragilisée par l'accapement des terres, le Saintois a conservé autour de la colline de Sion une trame agricole de culture, d'élevage et d'arboriculture sans équivalent. En écho aux travaux du GIEC sur les sols et le changement climatique, l'idée est née d'un instrument numérique cartographiant chaque parcelle et permettant de simuler les impacts écologiques, sociaux et économiques globaux de phénomènes aussi divers que la prédation du loup, un traité commercial tel que le Mercosur ou encore l'existence ou non d'une relève générationnelle. Refuser que la terre ne devienne une marchandise comme les autres et inventer les instruments de partage et de protection des sols passent, j'en suis convaincu, par cette vision partagée. Elle permet de mettre le territoire au centre d'un enjeu qui, paradoxalement, lui échappe aujourd'hui. Elle permet d'engager la démocratisation de la gestion d'un commun qui se révèle être notre assurance-vie. Mon rêve ? Que nous prenions conscience que la date de récolte des mirabelles ici dépend de choix agricoles faits au bout du monde, et que l'enjeu capital des rendements du mil dans la zone subsaharienne est lié à nos propres options agronomiques autant qu'à nos styles de vie. Une interdépendance assumée plutôt que subie, une sorte de retour du politique qui trouve son prolongement dans les rapports de coopération entre urbain et rural *via* des contrats alimentaires territoriaux : la nourriture comme ce qui nous relie à la nature et aux autres.

Au sein de cette même communauté, une école de musique résiste et innove de façon extraordinaire par le nombre d'enfants apprenants, les liens tissés avec les personnes les plus fragiles, la beauté des fêtes générées. À l'instar des classes orchestres qui, ailleurs, mobilisent les gamins des quartiers populaires, nous sommes ici témoins d'un laboratoire vivant de ce que pourrait être un renouveau de l'éducation populaire, une société civique. En regardant cette école de vie me vient à l'esprit cette définition de la fraternité donnée par Olivier Abel : la promesse de ne jamais être humiliant avec quiconque. Imaginons un pays qui se fixerait comme horizon politique l'apprentissage pour chacun de ses enfants d'un instrument de musique. La joie par l'effort, le partage dans un collectif, l'accès par la beauté à la dimension spirituelle de l'existence : une telle société serait armée pour traverser toutes les épreuves contemporaines. Elle serait invincible.

Le territoire naît par la carte, une limite tracée dans l'espace. Sa grandeur tient à son rapport au temps. Concilier ces deux termes est son mouvement même, son centre. Animer, aménager un territoire, c'est ne pas choisir entre une politique des lieux et celle des liens. C'est incarner de façon subsidiaire les principes de l'État de droit, tenir face aux barbaries contemporaines, œuvrer à la réconciliation d'une société fragmentée et déboussolée. Nous pouvons en ce sens nous inspirer de ce slogan venu de l'épidémiologie, « *One Health* », pour en faire un récit humaniste. Pas de santé humaine sans santé de la terre. La justice et la vie. Réparer l'une pour sauver l'autre.